

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, le nouveau régime est l'objet d'une considération active. Cependant, il ne sera probablement pas instauré avant l'an prochain.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LA RECLASSIFICATION DU SERVICE STRATFORD-SARNIA

L'hon. J. W. Monteith (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Transports? Voudrait-il demander au CN s'il envisage de modifier ses horaires cet automne au risque de détériorer davantage le service dans l'ouest de l'Ontario, surtout en ce qui a trait au transport des marchandises entre Stratford et Sarnia? Comme une décision de ce genre provoquerait sans aucun doute de nouveaux congédiements dans la région, le ministre voudrait-il user de ses pouvoirs de persuasion pour essayer d'éviter qu'une plus grande détérioration de ces services ne se produise?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je prends cette question comme préavis et je me renseignerai volontiers afin de pouvoir répondre au député.

LE LITIGE RELATIF AU SALAIRE MINIMUM DANS LES HÔTELS

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Étant donné que le Canadien National ne paie toujours pas le salaire minimum à ses employés dans l'ensemble de ses hôtels au Canada, le ministre pourrait-il préciser quels progrès ont été accomplis en ce qui concerne le règlement définitif du litige de Jasper Park Lodge portant sur l'accréditation d'un groupe d'employés aux termes de la législation fédérale?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, le député n'est pas sans savoir qu'une ordonnance *certiorari* a été émise contre la commission devant la Cour suprême de l'Alberta. J'ai demandé à un avocat d'obtenir que le règlement de ce litige soit accéléré.

* * *

LA LOI SUR LES JUGES

L'ÉTUDE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT—LE CAS DES MAGISTRATS SURNUMÉRAIRES À LA COUR SUPRÊME

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Je crois pouvoir la poser en quelques mots. Quand la Chambre étudiera-t-elle la loi sur les juges? Le ministre a-t-il l'intention d'apporter à cette loi une modification qui permettrait d'employer des juges surnuméraires à la Cour suprême, étant donné l'arriéré important de causes à entendre et le surmenage des juges actuels?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, j'ai eu des entretiens avec les leaders des divers partis à la Chambre. A propos, il se pourrait que nous présentions le projet de loi à la Chambre vendredi après-midi. Pour ce qui est de la Cour suprême, la question des juges surnuméraires a fait l'objet d'une étude détaillée au

comité, et j'ai expliqué pourquoi il ne me semblait pas possible d'envisager une modification dans ce sens. Au sujet du volume de travail de la Cour suprême du Canada, le député se souviendra que la dernière fois qu'il a été question à la Chambre de la loi sur la Cour suprême j'ai dit qu'on donnerait inévitablement à la cour le contrôle de ses propres activités en apportant à la loi sur la Cour suprême un amendement prévoyant que les causes ne seraient portées devant la Cour suprême du Canada que sur autorisation.

* * *

LES NATIONS UNIES

LE CANADA ET LA REPRÉSENTATION DE LA CHINE CONTINENTALE ET DE TAIWAN

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question, adressée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, porte sur l'universalité de l'adhésion aux Nations Unies, dont il se fait le champion. Peut-il nous dire si notre délégation va prendre des initiatives à l'Assemblée générale pour obtenir que la Chine continentale et Taiwan soient tous les deux représentés au sein de l'organisme par des délégués de leurs gouvernements de fait?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le député le sait fort bien, le Canada a adopté une politique dite d'une seule Chine. A notre avis, la seule question à trancher immédiatement aux Nations Unies est celle de savoir qui parle au nom de la Chine: qui occupe le fauteuil de la Chine. Il sera question plus tard de l'avenir de Taiwan.

LA QUESTION DES SECOURS AUX VICTIMES DES GUERRES ET DES LUTTES INTÉRIEURES

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, ma question aussi s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La délégation canadienne à l'Assemblée générale continuera-t-elle de traiter comme question prioritaire l'adoption d'une formule grâce à laquelle cet organisme pourra voir à faire parvenir des vivres, des médicaments et d'autres secours aux innocents victimes des guerres et des luttes intestines?

• (3.00 p.m.)

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, c'est la politique du gouvernement. Dans la mesure où ces questions seront soulevées aux Nations Unies, et si nous pouvons en prendre l'initiative, les députés peuvent être sûrs que le gouvernement canadien les appuiera énergiquement.

* * *

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

LE RAPPORT DU COMITÉ ET LES PROJETS DE MODIFICATION

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil privé en sa qualité de leader du gouvernement. Il y a huit jours, je demandais au ministre s'il avait examiné le rapport du comité spécial des dépenses électorales et si une nouvelle mesure législative était en préparation. Il a eu huit jours